

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

SOLIDARITE DE CLASSE

AVEC LA LUTTE DES

PROLETAIRES SOUS L'UNIFORME

parti communiste international

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 208 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

PERIODIQUES DU PARTI

- **PROGRAMME COMMUNISTE**
(Revue théorique internationale)
- **LE PROLETAIRE**
(journal bimensuel)
- **IL PROGRAMMA COMUNISTA**
(journal bimensuel)
- **EL PROGRAMA COMUNISTA**
(publication trimestrielle)
- **EL COMUNISTA**
(supplément à El Programa comunista).

PERMANENCES DU PARTI

- A Amiens : les dimanches 13 et 27 avril, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret).
- A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille : les samedis 5 et 19 avril, puis 3, 19 et 31 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klappersteil 68.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place La-fourcade (St-Michel).

Soutenez la presse du Parti !

Au cours de l'année 1974, le parti a publié deux nouvelles brochures, une en espagnol (*Partido y clase*) et une en allemand (*Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus*), tandis qu'il a assuré la republication de la brochure italienne *Tracciato d'impostazione* — *I fondamentali del comunismo rivoluzionario*. Parallèlement le parti a publié deux fascicules en italien, *Punti di azione sindacale* et *Solidarietà di classe col proletariato ciano*, un en grec avec une présentation générale de nos thèses et deux suppléments au *Proletaire* pour la Suisse, consacrés l'un à la solidarité avec les travailleurs immigrés, l'autre à la revendication du front unique du prolétariat face au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Enfin les deux brochures en langue portugaise *Teses características: Bases de adesão e Lições das contra-revoluções* ont fait l'objet d'un tirage.

La revue théorique internationale *Programme Communiste*, contenant désormais des articles en anglais est parue avec 4 numéros, la revue espagnole *El Programa Comunista* avec 3 numéros, tandis qu'ont été publiés 23 numéros à six pages du journal *Il Programma Comunista* et 24 numéros du *Proletaire*. De plus 1974 a vu la naissance du mensuel en langue espagnole *El comunista*.

Il faut ajouter dans le cadre de cette activité multiforme une série importante de tracts distribués à l'échelle internationale par nos sections et des réunions publiques, surtout en Italie et en France.

L'année 1975 exigera des efforts et des initiatives plus vastes encore sur le plan de la propagande comme sur celui de l'agitation et de l'intervention dans les luttes sociales et politiques.

Dans l'immédiat, une brochure française intitulée *Parti et Classe* qui regroupera les textes publiés dans l'ancienne du même nom ainsi que *Le principe démocratique* doit paraître. Elle sera suivie assez rapidement d'une nouvelle brochure anglaise (*Party and Class*) ainsi que d'une nouvelle brochure portugaise (*Os fundamentos do comunismo revolucionário*). Le présent numéro du *Proletaire* paraît, pour la première fois, sur huit pages, et nous espérons pouvoir répéter cet effort au cours de l'année.

Cet effort de publication représente pour le parti un effort financier très important. C'est le devoir élémentaire non seulement de tout militant, mais aussi des sympathisants et des lecteurs, de soutenir par des souscriptions régulières et généreuses une activité qui ne doit pas se ralentir. L'intervention plus régulière, plus complète et plus ramifiée du parti dans tous les aspects et épisodes de la lutte de classe exige un soutien constant, et de ceux qui adhèrent à sa ligne et militent dans ses rangs, et de ceux qui suivent avec sympathie sa difficile bataille quotidienne.

Souscrivez ! Envoyez vos souscriptions par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de F. Gambini, au *Proletaire*, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact
avec nos militants en écrivant
à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 18

S O M M A I R E

L ' AGITATION DANS LE CONTINGENT

" Le Prolétaire " n° 180 , 23 Septembre 1974

LA SOLIDARITE AVEC LES SOLDATS EXIGE UN ANTI MILITARISME DE CLASSE

" Le Prolétaire " n° 181 , 7 Octobre 1974

UN DEVOIR DE CLASSE : SOUTENIR LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SOUS L'UNIFORME

" Le Prolétaire " n° 188 , 13 Janvier 1975

APRES DRAGUIGNAN

" Le Prolétaire " n° 189 , 27 Janvier 1975

L'OPPORTUNISME STALINIEN , PILIER DU MILITARISME BOURGEOIS

" Le Prolétaire " n° 181 et 182, 7 et 21 Octobre 1974

Annexe : EXTRAITS DU 3° CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1921)

Supplément au Prolétaire No 195 .

Cette courte brochure rassemble les articles parus dans le PROLETAIRE entre septembre 1974 et février 1975 et directement inspirés par la lutte des travailleurs sous l'uniforme. Il ne faut donc pas y chercher un exposé systématique de la conception communiste de l'antimilitarisme révolutionnaire, ni des tâches du parti dans l'armée bourgeoise, mais plutôt un appel à soutenir la lutte de leurs frères dans les casernes, qui s'adresse à tous les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe .

Tisser des liens avec la troupe n'est pas seulement indispensable pour combattre l'exploitation et l'oppression renforcée que subit une catégorie particulière de travailleurs, mais également pour surmonter la division que la bourgeoisie suscite et entretient entre les prolétaires sous les drapeaux et leurs frères des usines et des champs. Sans cet effort, il serait vain d'espérer qu'à l'heure du combat suprême, l'armée passe du côté du prolétariat insurgé.

La tradition qui faisait hier de ces tâches un des éléments de la vie des organisations prolétariennes a été rompue sous l'effet de la contre-révolution, et le stalinisme a renié jusqu'à leur souvenir. C'est un autre point soulevé par ces articles : l'opportunisme stalinien, parcequ'il est devenu un pilier du militarisme bourgeois, doit trahir non seulement toute exigence de l'antimilitarisme prolétarien mais même toute lutte de défense des soldats, comme de l'ensemble de la classe ouvrière.

Lutter pour l'union des prolétaires par dessus les grilles de l'usine et de la caserne est une des tâches de tout regroupement de prolétaires qui, dans les syndicats comme hors des syndicats, revendiquent l'utilisation des méthodes de classe et tendent à rompre avec le réformisme, quelle que soit leur appartenance politique ; notre parti lutte pour un tel objectif avec ses faibles forces, mais avec détermination, même si la perspective de sa réalisation n'est pas proche .

Ajoutons que seul le travail patient et régulier du parti de classe peut permettre aux élans prolétariens qui se portent sur ce terrain de dépasser les hésitations du mouvement actuel de solidarité avec les soldats, qui ne peut que se ressentir de tout le spontanéisme et l'immédiatisme des groupes qui l'influencent - et dont nous ne prétendons pas faire une critique complète dans cette petite brochure-, car seul le parti peut se placer résolument du point de vue de l'antimilitarisme communiste et révolutionnaire .

* * * * *

L'AGITATION DANS LE CONTINGENT

Passe encore que 2 500 appelés aient signé "l'appel des cent". Les autorités militaires ont cru s'en consoler en mutant ou en enfermant les "gauchistes" accusés d'avoir... "extorqué des signatures à leurs camarades". Mais qu'à Draguignan, deux cent soldats aient osé sortir de la caserne et manifester dans les rues pour des revendications économiques (comme la solde à 1.000 F), pour réclamer les droits politiques les plus élémentaires ou combattre le racisme et les vexations dont sont victimes les appelés antillais, cette fois cela dépasse les bornes!

Malgré les conseils d' "éviter de mettre le feu aux poudres en tentant, pour le moment (c'est nous qui soulignons, mais notez bien! N.D.R.) une impossible répression" (Le Monde, 12.9.74) les sanctions tombent: la sécurité militaire et la gendarmerie interrogent les "meneurs" pour savoir si la manifestation a été ou non... organisée, et un escadron de gardes mobiles a été dépêché sur les lieux de l'attentat... au moral des armées.

Combien de tels faits, - comme également la tentative d'un soldat de Nice de haranguer ses camarades pendant les couleurs - inquiètent la bourgeoisie, le même numéro du Monde nous en donne une idée:

"Le sens de la manifestation de Draguignan est clair. Il n'est que temps de mettre en route de profondes réformes, à commencer par le réexamen du principe même de la conscription. Il n'est que temps aussi de former les hommes qui auront à encadrer une armée renouvelée. Plusieurs générations de chefs militaires ont lutté pour sauvegarder les apparences et les faire passer pour des réalités aux yeux des responsables politiques comme à ceux de l'opinion. Au risque de voir, sous un faible choc, disparaître les empires et s'abattre les institutions. Plutôt que d'avoir, en pleine période de difficultés économiques, à ramasser les débris d'une armée écroulée, le pouvoir a intérêt à stimuler l'imagination de ses généraux et l'autorité de ses ministres."

Parbleu, "l'armée est le dernier rempart de la société libérale" comme le rappelait Galley il n'y a pas si longtemps! Les communistes révolutionnaires ont toujours reconnu la justesse d'une telle affirmation. C'est pourquoi leur propagande antimilitariste doit se démarquer nettement du pacifisme petit-bourgeois et doit mettre en avant la nécessité de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie. C'est également la raison pour laquelle le parti doit se rendre capable non seulement par l'agitation défaitiste, mais aussi, en oeuvrant pour la solidarité entre les éléments prolétariens de l'armée et les luttes ouvrières ou des rebellions coloniales, d'affronter les tâches suprêmes: celle de décomposition de l'armée bourgeoise pour faire passer du côté de l'insurrection des pans entiers de l'armée et en paralyser d'autres afin d'anéantir les forces militaires de la bourgeoisie; celle de constitution, grâce au pouvoir prolétarien, de l'armée rouge qui devra être le rempart de la dictature prolétarienne.

Mais pour en revenir aux appels angoissés du Monde à "une imagination", il faut relever que les partis de gauche ne se sont pas mis en reste, en particulier le PCF. Ce dernier a mis au point en effet un programme destiné à renforcer "l'effi-

capacité de l'armée", pour parvenir à une "défense nationale véritable" (et... véritablement nationale!), remonter le moral des cadres militaires, donner enfin quelques bricoles aux travailleurs appelés dans l'espoir qu'ils se tiennent tranquilles, et éviter que le contingent ne devienne un bouillon de culture antimilitariste. D'ailleurs, le PCF et ses Jeunesses ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de faire du mouvement revendicatif dans le contingent un levier pour la "réforme de l'armée" dont nous re-parlerons.

C'est pourquoi une lutte véritablement communiste contre le militarisme bourgeois et une défense conséquente des revendications des travailleurs sous les drapeaux sont inséparables de la dénonciation la plus impitoyable de l'orientation réformiste.

LA SOLIDARITE AVEC LES SOLDATS EXIGE UN ANTIMILITARISME DE CLASSE

Le P.C., P.S. et P.S.U. ont publiquement désavoué les meetings de solidarité avec les neuf soldats de Draguignan, après avoir participé formellement et pour un temps très court à un "comité de soutien" regroupant, outre les syndicats, un cocktail hétéroclite de formations politiques (allant du F.C.R. de "Révolution!" et des divers comités "anti-militaristes" ou de "défense des appelés" à la Libre Pensée, en passant par le P.C. et les J.C., le P.S.U. et le P.S.) et dans le cadre duquel deux tracts communs, se cantonnant à énumérer les revendications de l'appel des cent, avaient été diffusés. La dénonciation par ces partis des manifestations envisagées comme "anti-militaristes", est une confirmation supplémentaire du caractère dangereux de l'illusion selon laquelle le prolétariat pourrait s'appuyer sur l'opportunisme et pire encore la démocratie en général pour se défendre contre le capital et son Etat.

Telle n'est pourtant pas la leçon que tire de tels épisodes l'immédiatisme impénitent. On peut lire dans "Révolution!" du 20-9, dans un article écrit sans doute avant le "coup de théâtre" des partis de gauche: "l'exemple de Draguignan, où un comité s'est constitué regroupant de très nombreuses forces, montre la voie à suivre". Quant à "Rouge" -critiqué par "Révolution!" comme sceptique quant au rôle de tels comités - il écrit dans son numéro du 20-9: "L'unité qui aurait pu mobiliser des centaines de Dracénois aux côtés des soldats est rompue (...). Les autres organisations (...) décident de continuer seules la mobilisation. Au regard de ce qui aurait pu être fait cette riposte est insuffisante (certes!) (ajouté par nous). Mais c'est un premier pas. D'autres actions suivront dans les semaines à venir". Point final. L'idée que l'opportunisme ne veut pas et ne peut pas faire autre chose que ce qu'il a fait, et cette autre idée qu'une "riposte suffisante" n'est concevable que sur la base de l'antimilitarisme sont pourtant les leçons que nous livrent les faits.

UN DEVOIR DE CLASSE: SOUTENIR LA LUTTE DES
TRAVAILLEURS SOUS L'UNIFORME

- - - - -

Le 15 novembre dernier, le soldat Fournel était condamné à un an de prison (dont six mois fermes) sous l'inculpation de "refus d'obéissance et d'incitation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline". Le 7 janvier c'était au tour de Ravet, Pelletier et Taurus, les "dangereux meneurs" de la manifestation de Draguignan, de passer devant le Tribunal Permanent des Forces Armées, après la condamnation des 4 de Frileuse pour "refus d'obéissance", sans parler des centaines de leurs camarades victimes des sanctions les plus diverses.

o
o o

Le premier ministre lui-même a personnellement donné des instructions spéciales pour sanctionner durement tous ces coupables du crime "d'insubordination" (contre lequel doit se "protéger l'institution militaire" qui est, selon Soufflet, "la meilleure protectrice de la démocratie" - Le Figaro du 10/10). Nous assisterions en effet à la "désagrégation de l'armée" et "ce qui est en question, a expliqué le commissaire du gouvernement au procès de Fournel, c'est la cohérence (!) et l'indépendance de la nation".

Pour avoir de telles conséquences, les méfaits de ces centaines de jeunes soldats doivent être abominables! De quoi sont-ils coupables? Ce qu'ils ont cherché à obtenir, ce sont des conditions de vie moins mauvaise, un peu plus de dignité; ce qu'ils veulent, eux, prolétaires des casernes, c'est être traités somme toute pas plus mal que leurs frères de classe, les prolétaires des usines, et ils l'ont manifesté avec la vigueur d'une jeunesse qui n'a pas encore appris à courber l'échine devant "l'autorité constituée". Voilà leur terrible forfait! Et nous disons que ce "crime" mérite une solidarité sans réserve de tous les travailleurs.

Mais d'où vient cette disproportion aveuglante entre les revendications des soldats, en réalité modestes... et l'impitoyable répression qui les frappe?

L'explication de cette attitude de la hiérarchie militaire et du gouvernement tient à la nature contradictoire de l'armée bourgeoise: d'un côté un "détachement spécial d'hommes armés" face à une population désarmée, afin d'ôter aux exploités le moyen décisif dans la lutte des classes, la violence organisée, ce qui fait justement de l'armée "le dernier rempart de la société libérale"; mais d'un autre côté, une armée composée essentiellement de prolétaires et qui n'est donc pas imperméable aux tourments de la société civile: c'est là son talon d'Achille. La bourgeoisie parvient à surmonter cette contradiction par le fameux "principe de subordination" qui suppose "l'obéissance aveugle" et la soumission aux "contraintes formelles", bref, le terrorisme hiérarchique, seule manière d'imposer une discipline à des forces hétérogènes et contradictoires. On imagine quelle rigidité peut atteindre ce principe et de quelles traditions de brutalité et de stupidité peut s'orner le despotisme d'une hiérarchie qui, comme dans ce pays, s'est affirmée dans une langue

tradition qui passe par la répression brutale du mouvement ouvrier et s'attarde dans les prouesses coloniales et le banditisme impérialiste, et de quel degré de corruption et de démoralisation peut atteindre un encadrement formé à "bouffer du viet" ou du "bicot".

La trahison des partis "communistes", la défaite du mouvement ouvrier, son enrôlement patriotique ont eu pour conséquence la division maximum du mouvement prolétarien. Mais on soupçonne à peine quels sont les effets de cette division dans l'armée, à quel point le terrorisme hiérarchique est facilité par l'isolement des soldats par rapport au prolétariat organisé, par la concurrence entre les soldats et leur dispersion devant l'encadrement; il est en réalité difficile de décrire l'état de dégradation matérielle et morale dans lequel est plongée la jeunesse prolétarienne et paysanne sous les drapeaux.

C'est à la profondeur de cette détresse que répond ce que l'on appelle aujourd'hui le "mouvement des soldats", qui fait partie intégrante du combat de résistance ouvrière contre le capital et la bourgeoisie. Ce ne sont pas tellement les revendications avancées qui font peur. Il y a bien des bourgeois et même une partie de l'Etat-major qui estiment nécessaires un service plus court, l'augmentation des soldes et des permissions, la gratuité des transports, un certain assouplissement de la discipline dans la vie quotidienne, bien que l'expérience montre qu'il faille une lutte sérieuse pour obtenir tout comme dans l'usine, ne serait-ce qu'une petite amélioration temporaire.

Ce qui a déclenché les foudres de la hiérarchie, c'est d'un côté les manifestations, la désobéissance, et même les "réclamations collectives", considérées comme un motif (qui porte même le numéro 309) de répression, et de l'autre côté la tentative de tisser des liens avec l'extérieur par-dessus et malgré les grilles de la caserne.

On mesure quelle énergie et quelle force, quelle volonté, quelle détermination, quel sérieux dans l'organisation et la préparation révolutionnaire il faudra demain au prolétariat pour s'émanciper, quand on voit dès aujourd'hui les réactions de son ennemi de classe dès qu'il cherche à se défendre et à surmonter la concurrence dans ses rangs.

Les communistes révolutionnaires sont évidemment les derniers à penser qu'il suffirait que les soldats se mobilisent pour défendre leurs conditions de vie et lutter contre l'oppression qui les frappe pour que disparaisse comme par enchantement la machine hiérarchique, ou pour entamer réellement le terrorisme militaire. Pour que cette machine soit brisée, il faut non seulement un long et sérieux travail de propagande antimilitariste et révolutionnaire et l'organisation dans l'armée bourgeoise d'un réseau qui en mine les bases, mais aussi une profonde crise sociale et politique où les soldats répondent aux élans prolétariens en se donnant des organisations de combat perméables aux directives révolutionnaires, propres à paralyser cette machine et à s'y opposer; et il faut surtout le choc de l'insurrection armée qui donne aux soldats le signal de l'attaque en même temps que le courage de l'entreprendre, avec d'autant plus de chances de succès que le prolétariat est plus déterminé à vaincre, c'est-à-dire que sa direction révolutionnaire est plus ferme et plus résolue.

Mais, tels qu'ils sont, les premiers pas que font les soldats pour se défendre sont d'une importance considérable. Mieux, toute la perspective de la révolution armée, de la dissolution de l'armée bourgeoise et de la constitution de l'armée rouge serait impensable si les prolétaires sous l'uniforme ne parvenaient pas à se défendre et

à s'organiser à l'instar de leurs frères de classe dans les usines, ne serait-ce que pour le droit de lecture et d'association, et même pour la solde, les permissions, la nourriture, dans des regroupements où le parti puisse importer les méthodes de classe et mettre en avant les objectifs communs à tous les prolétaires; cette perspective serait également une fade utopie si l'ensemble de la classe ouvrière laissait ses frères sous l'uniforme livrés à leurs seules forces, sans réagir et sans tisser tous les liens nécessaires pour surmonter la division perpétrée par la bourgeoisie qui utilise aujourd'hui la troupe pour briser les grèves, avant de l'utiliser demain pour marcher contre le prolétariat.

C'est pourquoi le devoir de classe le plus élémentaire exige de manifester aujourd'hui envers les prolétaires sous les drapeaux en proie à la répression de la hiérarchie militaire et du gouvernement une véritable solidarité de classe.

o
o

Une telle solidarité, comme de façon plus générale l'exigence de souder les rangs du prolétariat et de la troupe, ne peut se concevoir qu'en rupture avec les objectifs et les méthodes criminels de l'opportunisme politique et syndical, qui prétend concilier les exigences des prolétaires et l'efficacité de l'armée bourgeoise.

"Les actions que mènent les soldats du contingent, ose écrire l'Humanité du 27/12 dans un éditorial intitulé "Les 3 de Draguignan", comme les voix qui se font entendre parmi les cadres de carrière convergent sur un terrain commun. Unis par un même patriotisme, ils considèrent qu'il faut une réforme démocratique de l'armée, pour assurer une défense nationale au service exclusif de l'indépendance et de la souveraineté nationales".

C'est pourquoi l'opportunisme ne reprend des revendications des soldats que ce qui est compatible avec les exigences d'une "bonne défense" et même nécessaire pour lubrifier ses rouages, ce qui est acceptable par la bourgeoisie, possible et même désirable pour une partie du personnel politique de l'Etat et de la hiérarchie militaire, comme c'est le cas pour la réduction du temps du service à six mois, l'augmentation de la solde que l'on réclame à 20 % du Smic (mais on se contenterait de 15 %!) quand la commission des finances souhaite voir porter cette solde à 200 F et demande la gratuité des transports.

Il en est de même pour la lutte contre l'oppression dans l'armée: un statut démocratique du soldat devrait "donner la possibilité au soldat sanctionné de réclamer et d'avoir recours à l'échelon supérieur". Quant aux "abus, outrages, punitions injustifiées" (!), il faudrait les "bannir" au moyen de ...la loi! Pas une seconde l'opportunisme n'est effleuré par l'idée que seule la force de classe du prolétariat dans son ensemble peut obtenir la moindre amélioration sérieuse du sort des soldats, peut permettre de résister tant soit peu à l'arbitraire "hiérarchique": c'est bien pourquoi il ne dit pas un mot de la revendication du droit d'association dans le contingent!

Pour lui, dans les faits, le soldat n'a le "droit" de se défendre que dans la mesure permise par le parlement, et selon les méthodes autorisées par la hiérarchie militaire! Pour lui, les élans de solidarité des travailleurs envers leurs frères victimes de la répression militaire doivent déboucher dans les pétitions et les "délégations d'élus" auprès des préfets et des tribunaux militaires et les interpellations au parlement; sinon, ils sont ignoblement taxés "d'anti-militarisme" forcément "infantile" et "puéril" pour des gens qui,

loin d'insuffler aux ouvriers la haine envers l'Etat bourgeois et son armée, les éduquent dans leur respect superstitieux, en prétendant cacher la nudité obscène du despotisme antiprolétarien sous la feuille de vigne du "contrôle parlementaire".

C'est ainsi que la défense et la solidarité les plus élémentaires se heurtent, dans les casernes comme dans les usines, à un véritable front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. C'est une tâche des communistes de montrer la nécessité pour les soldats de se regrouper pour défendre leurs conditions de vie et de lutte, la nécessité pour les prolétaires combattifs et les regroupements naissants sur une base de classe de tisser des liens avec la troupe en rupture la plus complète avec les méthodes capitulardes de l'opportunisme sous peine de stériliser la lutte et même de livrer les soldats aux coups de la hiérarchie militaire.

C'est aussi une tâche des communistes, dans cette perspective sans doute encore lointaine, d'aider ces prolétaires à dépasser les hésitations, les faiblesses, les limitations que ne manquent pas d'imprimer à leur action les groupes immédiatistes et spontanéistes, et de prouver dans les faits qu'une lutte de défense conséquente des soldats, un véritable front prolétarien par-dessus les grilles des bagnes des usines et des casernes, ne peut prendre son maximum d'ampleur et trouver sa pleine fécondité que guidé par le parti marxiste qui se place résolument sur le terrain de l'antimilitarisme communiste et révolutionnaire.

L'agitation parmi les soldats a pris ces derniers mois une ampleur qui traduit la profonde détresse des travailleurs sous l'uniforme, une catégorie complètement délaissée par l'opportunisme qui ne pouvait que l'abandonner au despotisme "hiérarchique", après les orgies auxquelles il s'adonna avec l'armée et l'église chez qui il a découvert sur le tard des aspects "progressistes" pour les besoins de la "défense de la patrie".

Et il faut reconnaître que les initiatives politiques de groupes tels que la LCR ou "Révolution!" ont favorisé, en lui servant de catalyseur, ce mouvement auquel "l'appel des cent" a donné un drapeau de ralliement. Nous disons cela indépendamment des critiques que nous devons formuler à l'égard de certaines des revendications avancées et des méthodes de lutte qui découlent de l'orientation politique de ces groupes, et que nous formulons tant du point de vue des exigences de la révolution que de celles de la défense immédiate des travailleurs.

Les secteurs les plus bornés de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire ont réagi avec leur brutalité coutumière, voyant déjà l'hydre révolutionnaire briser l'armée et toute la société. Mais il est certain que tout mouvement de défense des prolétaires, en faisant naître les étincelles de la solidarité de classe, renferme des potentialités qui dépassent la simple lutte de défense, si celle-ci est conduite en rupture avec les méthodes et les principes capitulaires de l'opportunisme. Et ceci est d'autant plus vrai dans l'armée, "dernier rempart de la société libérale" où toute tentative des prolétaires pour resserrer leurs rangs présente un risque pour l'ordre social.

Les franges les plus intollientes de la bourgeoisie en sont par conséquent venues à l'idée qu'il était souhaitable de donner quelques satisfactions aux revendications des soldats (sur l'augmentation de la solde et même la diminution de la durée du service) et quelques "droits" qu'elle pourra toujours espérer vider de tout contenu s'il ne s'y oppose pas une véritable force de classe. Elles escomptent ainsi que le mouvement se calmera, ne gagnera pas en force et n'obligera pas à des concessions plus grandes, que les soldats ne parviendront pas, dans leur lutte de résistance, à tisser des liens avec leurs frères de classe par dessus les grilles des casernes, et surtout que cette lutte ne deviendra pas un terrain favorable à l'antimilitarisme révolutionnaire.

Malgré les quelques réformettes insignifiantes concédées par le gouvernement, des voix bourgeoises se sont faites de plus en plus insistantes pour réclamer des "réformes urgentes". Et ceux qui n'étaient pas convaincus en sont venus, après la manifestation de Karlsruhe à reconnaître cette nécessité. Qu'en on juge en lisant le Figaro du 16.1.75:

"Il pouvait paraître sage de faire des économies sur l'armée. On a manqué d'imagination et sans doute d'énergie. Aujourd'hui, il faudra opérer à chaud, au risque de rompre l'équilibre de cette organisation lourde et fragile qu'est l'armée nationale".

Mais il faut encore que les quelques miettes, faites plus pour désamorcer l'agitation que pour soulager réellement les travailleurs, soient acceptées et atteignent leur objet. Ainsi la bourgeoisie a-t-elle besoin des partis qui prétendent représenter les travailleurs, et elle sait apprécier leurs services, ainsi que le montre le Figaro qui poursuit:

"Le parti socialiste, le parti communiste lui-même, qui revendiquent les responsabilités du pouvoir, sont parfaitement conscients et de cette volonté populaire (sic) et de la spécificité d'une armée. L'at-

titude des leaders de ces partis devant l'agitation dans les casernes est parfaitement significative. S'ils mettent en relief l'urgence et la gravité des réformes à accomplir, ils sont prêts à accorder les moyens nécessaires à la réorganisation.

"La défense nationale est une oeuvre commune à tous les Français. Par démagogie, par indifférence ou par veulerie, il serait dangereux de jouer avec ce sujet et de permettre à une agitation révolutionnaire gauchiste de miner une institution gage de nos libertés".

Le rôle qui lui était assigné, l'opportunisme l'a compris très vite en se lançant dans le mouvement peu après "l'appel des cent" pour briser sa potentialité de classe et le faire "converger" avec les revendications des cadres militaires dans la perspective d'une "défense nationale" plus efficace!

Il était alors indispensable, d'un point de vue antimilitariste conséquent, de dénoncer l'initiative politique de l'opportunisme comme étrangère aux besoins de la lutte prolétarienne et s'inscrivant parfaitement dans le cadre de la manoeuvre de la bourgeoisie, une classe qui n'a de leçons de conservation sociale à recevoir de personne.

Les groupes politiques qui prétendent lier la défense des soldats à l'antimilitarisme révolutionnaire (notamment la LCR, "Révolution!"), ainsi que les organisations qu'ils influencent (CDA, ou CAM) ont bien critiqué le caractère nettement insuffisant des revendications contenues dans le "Statut démocratique du soldat" présenté par le "Programme commun"; ils ont bien critiqué la volonté de l'opportunisme de vouloir "accoupler l'eau et le feu, les revendications des soldats et la politique de défense nationale" ("Révolution!" du 10.1.75); ils ont bien critiqué la résistance des confédérations syndicales à se solidariser - ne serait-ce que du bout des lèvres et tout à fait formellement - avec les luttes des travailleurs sous les drapeaux.

Mais ils ont montré aux travailleurs toute prise de position des syndicats et des partis de gauche comme un "soutien à ces mouvements", sans dire un mot du fait que ces partis ont refusé toute méthode classique et n'ont "soutenu" les soldats que dans la mesure admissible par la bourgeoisie, et avec les méthodes autorisées par elle, sous prétexte du "front unique" avec le réformisme dont ils revendiquent la nécessité. Le procès de Draguignan n'est que l'aboutissement de cette politique.

Alors que l'accusation a été véritablement tournée en ridicule par le courage des soldats appelés à témoigner qui se sont solidarisés avec les camarades qu'ils devaient charger, pleine liberté a été laissée à l'opportunisme pour étaler en qualité de témoins de la défense, sa veulerie et sa crapulerie: des "communistes" officiels Mondargent et Catala, en passant par l'inévitable Garaudy "membre du Conseil scientifique pour l'étude de la défense nationale", jusqu'au "spécialiste des questions militaires" du PS, Hernu, dont la plaidoirie fut la suivante: "l'armée ne supporterait pas les Draguignan qui risqueraient de provoquer une condamnation... Punir Pelletier, Ravet et Taurus, c'est refuser de regarder la situation en face car les revendications de ces soldats sont celles de leurs chefs (...). Il n'y a pas de défense sans consensus populaire et aujourd'hui, à Marseille, le consensus s'appelle le pardon". (L'Unité du 10.1.75).

Le pardon! Quelle offense à la lutte d'une classe qui ne réclame ni pardon, ni justice d'un ennemi qu'elle doit se préparer à abattre! Hernu, qui s'exprime avec tant de cynisme, n'a pas besoin de mentir et de se renier lorsque quelques jours après il condamne avec celle de Karlsruhe "les manifestations antimilitaristes qui ne peuvent, à terme, que se retourner contre la France, donc contre la

gauche..." (Le Monde du 15.1.75). C'est une caractéristique de l'im-médiatisme de n'être pas trop regardant sur les moyens, de taire la critique du réformisme et de prétendre concilier les extrêmes dans l'ivresse du succès immédiat, confondu avec le succès d'une politique: "incontestablement, c'est une victoire pour ceux de Draguignan, le mouvement antimilitariste, le mouvement ouvrier" (Rouge du 1.10).

Quelle leçon politique est en effet tirée de ces événements? Peut-on sérieusement d'un point de vue révolutionnaire parler, comme Rouge du 10.1, de la mise en évidence de "la force colossale" d'un mouvement capable "de gagner l'appui sans réserve des forces vives du mouvement ouvrier de ce pays" ou affirmer, comme "Révolution!" du 10.1, que la "victoire" est due à "l'existence d'un mouvement de soutien sans précédent", et ceci sans mettre en opposition les méthodes classistes et les méthodes ignobles de l'opportunisme? Peut-on, comme "Révolution!", se féliciter du "surgissement d'un véritable front uni contre la répression militaire qui pour la première fois a pu réunir, autour de l'agitation et de l'initiative des forces révolutionnaires, les secteurs les plus larges des organisations des travailleurs, du mouvement populaire et jusqu'aux forces réformistes", sans dire un seul mot du fait que "les forces réformistes" ont réussi à noyer tout élan de solidarité de classe dans le marais malodorant, exhalant des puanteurs chauvines, de "l'union du peuple avec l'armée"?

Une leçon politique que nous tirerons de l'épisode du procès de Draguignan - et qui doit être utile pour demain, dans des luttes se déployant à une échelle moins modeste et moins limitée -, est que les groupes qui oscillent perpétuellement entre les exigences de la lutte de classe et l'incompréhension de la nécessité de rompre totalement avec les principes et les méthodes de l'opportunisme, peuvent bien à certains moments servir d'entraînement à la lutte sociale, mais se montrent incapables d'opposer une initiative résolue et sérieuse aux manœuvres de l'opportunisme, lui laissant ainsi occuper le terrain, quand leur "suivisme" ne va pas jusqu'à couvrir le jeu antiprolétarien de l'opportunisme par la "phrase révolutionnaire". C'est d'un parti exempt de ces oscillations et des dangers qu'elles entraînent, dont a besoin la révolution.

L'OPPORTUNISME STALINIEN, PILIER DU MILITARISME BOURGEOIS

La campagne déclenchée en septembre-octobre 1974 par le M.J.C.F. contre "l'antimilitarisme puéril et démagogique des groupes gauchistes" permet de mesurer la consistance du "soutien" de l'opportunisme aux revendications des prolétaires sous les drapeaux ainsi que la teneur de sa séit-disant "lutte" contre la répression qui frappe les plus combattifs.

Cette attitude ignoble n'a cependant rien de surprenant. La vérité est que tout antimilitarisme est pour le P.C.F. forcément puéril et démagogique, et ce serait faire preuve de bêtise ou d'absence de scrupules que de confondre la critique qu'a toujours faite le communisme révolutionnaire de l'antimilitarisme pacifiste bourgeois ou anarchisant, critique faite du point de vue révolutionnaire de la destruction de l'Etat bourgeois, et celle de l'opportunisme qui part ouvertement de la défense de l'armée et de l'Etat bourgeois. Et comment le P.C.F. pourrait-il avoir une autre attitude, après son passage dans le camp de la "défense nationale" à la veille du Front Populaire, après l'expérience de la résistance patriotique et du "chacun son boche", après la reconstruction de l'Etat impérialiste et le fameux mot d'ordre de Thorez: "Un seul Etat, une seule armée, une seule police"?

Bien entendu, il n'y a aucune raison pour que le P.C.F. ait une attitude différente aujourd'hui ou demain. Et pour s'en convaincre, le mieux est de considérer son programme militaire. Il ne s'agit nullement d'étudier la politique militaire de l'opportunisme stalinien en tant qu'aspect de sa "politique extérieure", ce qui supposerait qu'on donne une appréciation de la portée réelle de son mot d'ordre de lutte contre la "vassalisation" américaine, de sa position vis à vis des alliances militaires ou de sa politique de défense des intérêts impérialistes de la France. Ce qui nous intéresse ici, c'est d'éclairer sa fonction antiprolétarienne dans un domaine aussi vital pour la révolution que le domaine militaire, en mettant en rapport la nature de l'armée bourgeoise, les exigences de la lutte révolutionnaire et la conception qu'a l'opportunisme du rôle de l'armée et de son utilisation.

En critiquant "l'antimilitarisme" (1), Catala, secrétaire du M.J.C. vient de rappeler:

"Nous ne cautionnerons jamais toute activité qui puisse jeter un discrédit sur le principe même de la nécessité d'une armée nationale pour défendre le territoire national" (Le Monde, du 22/23.9.74).

Dans "Changer de cap" (programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire), le P.C.F., définissant une "doctri-

(1). Le P.C.F. n'a pas le privilège de la lutte contre l'antimilitarisme. C'est un bien commun à tous les partis staliniens. Pour mémoire, une déclaration de l'Unita du 15.7.73, organe du P.C.I.: "Le mouvement ouvrier, passé à travers l'expérience de la Résistance, repousse avec fermeté (!!) toute position extrémiste qui l'oppose en principe aux institutions militaires. De telles positions/

ne de Défense authentiquement nationale, moderne et efficace", déclare notamment: "Un gouvernement démocratique assignera pour but exclusif à la Défense nationale de contribuer à la sécurité et au respect de l'intégrité territoriale de la nation. Il lui donnera à cette fin les moyens matériels et moraux (!) de son efficacité".

Pour ce qui nous intéresse, nous n'avons pas besoin de démontrer en long et en large le caractère mensonger de la "défense nationale" pour un pays impérialiste, défense qu'il serait bien sûr tout à fait faux de nier en général, et en particulier pour les pays

où le cycle bourgeois révolutionnaire est en cours, ou... pour l'Etat prolétarien. Nous rappellerons simplement la dénonciation que faisait Lénine de cette théorie:

"La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes: Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que toute guerre de la part de la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire" (et donc la 2^e guerre mondiale où nos stalinien ont prêché la défense de la patrie! (2)). "Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore (écoutez bien!) souhaiter la défaite de "son" gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi" ("Le programme militaire de la révolution prolétarienne". Oeuvres, t.23, p.93).

Pour se donner bonne conscience, l'opportunisme prétend interdire par la loi les actions de banditisme international de l'Etat et de son armée, comme si l'impérialisme n'était pas une seconde nature du capitalisme sénile, et comme si un gouvernement "de gauche" pouvait modifier la nature de l'Etat.

* Un programme digne d'une longue tradition social-impérialiste

C'est ainsi que, selon le P.C.F., la "Défense nationale" ne devrait contribuer qu'à maintenir "l'intégrité territoriale de la nation". Mais le P.C.F. a-t'il jamais remis en cause l'occupation militaire de l'Allemagne par son propre Etat? Il tait évidemment le fait que 40.000 soldats français sont en R.F.A. depuis... 30 années et rappelle dans son programme qu'il est pour "la reconnaissance de la R.D.A. et de toutes les réalités issues de la Seconde guerre mondiale"(p. 223), démontrant ainsi ce que vaut son "anti-impérialisme". En réalité, le P.C.F. est obligé d'avouer lui-même que l'armée ne peut seulement servir à "défendre le territoire".

(1) suite. "... n'offrent pas seulement des prétextes à une campagne réactionnaire, mais font obstacle au rapport de compréhension et de solidarité entre les forces populaires et les soldats et les officiers, qui est indispensable pour la défense et le développement de la démocratie". C'est cette politique de "compréhension et de solidarité" entre l'opportunisme et l'armée qui a été traduite en formule de gouvernement au Portugal et que l'opportunisme appelle de ses vœux en Espagne.

(2). A ce sujet, le "défaitisme" de 1939 ne mérite nullement un label communiste car il n'était valable que d'un seul côté: défaitisme du côté franco-anglais, mais pas du côté allemand. De plus, il se faisait au nom d'un autre Etat, la Russie, dont l'intervention en Pologne n'était rien moins ... qu'impérialiste.

re national" quand il écrit dans son programme qu'elle "pourra être appelée à fournir des contingents de participation à la coopération militaire que peut éventuellement impliquer l'organisation de la sécurité collective", mais, ajoute-t'il pour noyer le poisson, "conformément à la Charte des Nations-Unies, à l'exclusion de toute participation à un bloc militaire dirigé contre d'autres Etats" (p. 234). A qui peut-on faire croire qu'il peut exister des alliances militaires, qui ne seraient pas dirigées contre d'autres Etats?

C'est au même genre de mystification que se livre le P.C.F. lorsqu'il affirme que l'armée "ne participera plus à des missions de caractère colonialiste et impérialiste" (p. 234). Le P.C.F. n'était-il pas au gouvernement lors des massacres de Sétif, de Constantine, de Madagascar, lors des débuts de la guerre d'Indochine? Ne soutenait-il pas un gouvernement de gauche, le Front Républicain, lorsque ce dernier intensifia la guerre coloniale en Algérie?

Où a-t'on jamais vu ce parti réclamer aujourd'hui le retrait des troupes d'Afrique Noire, des colonies des Antilles, de la Réunion ou de Djibouti, auxquelles il promet simplement l'autodétermination, mais conçue comme un "statut d'autonomie leur permettant de gérer librement leurs propres affaires dans le cadre de la République française" (Programme de Champigny, p. 38)? Il faut croire assurément que la notion de "territoire national" est aussi élastique pour l'opportunisme que pour la bourgeoisie.

Il va sans dire d'autre part que toutes les revendications du P.C.F. sur l'armée sont enrobées dans les habituelles pétitions de principes pacifistes, du genre: "Dans les conditions de notre temps, les moyens militaires ne représentent qu'un élément encore (!) indispensable, mais limité, de la sécurité nationale. Une politique active et conséquente de paix, en promouvant en particulier la sécurité collective, le désarmement avec la destruction des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, en est le facteur déterminant et le plus efficace" (Changer de cap, p. 231). Le principe de la politique des Etats impérialistes devrait donc être: "Si tu veux la paix, prépare la paix" (Adresse du P.C.F. aux cadres de l'armée, "Liberté" du 25.7.73). Est-il besoin de redire avec Trotsky que "le pacifisme est le masque de l'impérialisme"?

Mais le P.C.F. pourrait-il agir autrement alors que la base de l'opportunisme, c'est l'alliance entre la bourgeoisie et les couches de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie pourries par les miettes provenant de l'exploitation coloniale et impérialiste? L'expression politique et militaire de cette alliance est le mot d'ordre de la "défense de la patrie" dans la guerre impérialiste, mot d'ordre qui, selon Lénine, "n'est qu'une corruption du mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois".

D'un point de vue théorique, l'escroquerie de l'opportunisme consiste à faire croire que la véritable raison d'être de l'armée bourgeoise - pourvu qu'elle soit "véritablement démocratique", selon la pirouette habituelle - serait la "défense nationale", même si l'on fait - tout provisoirement s'entend - abstraction du caractère essentiellement réactionnaire de cette "défense" pour les pays impérialistes, où elle ne peut signifier que brigandage et pillage.

Si telle était en effet l'essence de l'armée, pourquoi dans ces conditions un corps armé spécial - ce que l'armée demeure toujours, même si elle est organisée sur la base de la conscription - alors que la masse de la population est sans armes? Pour-

quoi alors la bourgeoisie, afin d'assurer la "défense nationale" dans les meilleures conditions, ne réalise-t-elle pas l'armement du peuple en toute occasion? Pourquoi la bourgeoisie victorieuse dans une révolution populaire a-t-elle comme premier souci précisément de désarmer le peuple? Et pourquoi finalement l'opportunisme ne réclame-t-il pas pour tout citoyen, et en particulier pour les ouvriers qu'il prétend représenter, le droit de porter les armes?

On ne peut évidemment pas demander à l'opportunisme de donner la réponse à ces questions. Écoutons plutôt Lénine après Engels: l' "organisation armée autonome de la population" est impossible, non pas, comme le prétendent sur un ton savant les experts et leurs laquais, à cause de la complexité des tâches, ou du caractère de plus en plus sophistiqué de l'armement moderne, mais "parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement "autonome" entraînerait une lutte armée entre elles" ("L'Etat et la révolution", Oeuvres, t.25, p.422).

Quelle est donc la nature profonde de l'armée?: "l'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat"(p. 420). En quoi consiste cette force? "en des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc" répond Lénine en utilisant l'analyse magistrale d'Engels dans "L'Origine de la famille...", et il poursuit: "Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout Etat "ne coïncide plus directement" avec la population armée, avec l' "organisation armée autonome de la population" etc...(p. 421). Telle est donc la véritable raison d'être de l'armée bourgeoise, comme de toute armée "séparée de la population". Ceci signifie que le prolétariat, pour s'émanciper, doit briser par la force cet instrument de domination de la classe adverse.

* "détachement spécial d'hommes armés" et... population sans armes

Comment l'opportunisme qui a pour principe la collaboration, l'entente, la "paix sociale" entre les classes, prétend-il surmonter cette contradiction? Bien sûr, par une "réforme" qui, on s'en doute, doit être "démocratique", dont l'objectif serait "l'union réelle de la nation et de l'armée, pour l'inséparable défense de la France et de la paix" (Changer de cap, p. 240).

Pour cela le P.C.F. brandit d'abord le grand principe démocratique du "service militaire universel, obligatoire et égal pour tous": "le type "armée de métier" sera exclu. L'adoption de ce principe implique le maintien, en fonction des nécessités techniques et stratégiques délimitées, d'une armée active permanente, formée essentiellement d'appelés du contingent et comportant la proportion nécessaire (!) de cadres professionnels et d'engagés volontaires à moyen terme" (Changer de cap, p. 234).

Il est certain que la bourgeoisie préférerait que sa force armée soit uniquement composée de mercenaires, et de militaires professionnels peu enclins à nourrir des sentiments de solidarité pour les classes exploitées et à fraterniser avec elles quand il faudrait les combattre. Et aujourd'hui nous voyons le débat reparaître: armée de métier ou armée de conscription? En réalité, les guerres nationales ont ouvert l'ère des guerres de masse*. Les guerres impérialistes n'ont fait qu'accentuer encore ce phénomène: l'impérialisme qui est "une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde", doit, selon Lénine, non seulement "étendre inévitablement la militarisation à tous les

* Que l'on se souvienne de la révolution française et de la levée en masse.

pays, y compris les pays neutres et les petites nations", mais encore à "l'ensemble du peuple, même à la jeunesse" et demain la bourgeoisie "entreprendra peut-être de militariser les femmes" ("Le programme militaire de la révolution prolétarienne", Oeuvres, t. 23, p.89-90).

Le débat entre armée de métier et armée de conscription traduit bien la conscience qu'a la bourgeoisie de la contradiction grandissante sur laquelle repose le pilier de sa domination de classe: une armée pétrie dans le moule antiprolétarien mais composée essentiellement de prolétaires. Mais elle ne saurait contrecarrer sérieusement la tendance à la militarisation croissante. Elle peut bien se permettre de supprimer la conscription en temps de "paix", elle est bien poussée à multiplier les corps spéciaux de professionnels, mais elle ne peut se passer d'entraîner les masses travailleuses: ceci est déjà vrai dans les guerres coloniales, et à plus forte raison dans les guerres mondiales, et ce en dépit des fables aux prétentions "scientifiques" sur la "technification croissante", ou "l'armée de spécialistes", etc...

Ainsi l'opportunisme, en défendant "avec la dernière énergie" le principe du "suffrage universel et obligatoire pour tous", peut-il prendre des poses radicales à bon compte (mais un Debré s'y exerce aussi de longue date !): la bourgeoisie est condamnée à l'application de ce principe, qui n'est certes pas de taille à changer la nature de l'armée. Lénine expliquait très justement que "De nos jours (c'est-à-dire à l'époque impérialiste), non seulement l'armée permanente, mais même la milice - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement" ("A propos du mot d'ordre du "désarmement" ", Oeuvres, t. 23, p. 106).

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle donc en sa faveur cette contradiction d'une armée d'exploités destinée à maintenir l'exploitation?

Cette "vérité tellement élémentaire", Lénine l'énonçait il y a presque soixante ans. En ce temps-là déjà, la milice (que le P.C.F. doit juger bien dangereuse aujourd'hui pour ne pas l'exiger - et pourtant elle est le summum de la démocratie) était en Suisse, selon Lénine, "complètement prussianisée".

Que dire aujourd'hui non seulement de cette milice, mais surtout de l'armée permanente, après l'expérience de deux guerres mondiales, d'une vague de guerre civile qui a déchiré l'Europe pendant plus de cinq ans, après d'innombrables guerres coloniales, où se sont rodés les mécanismes de cette machine de guerre, endurcis les réflexes profondément chauvins et esclavagistes de son ossature, trempées sa hiérarchie et sa discipline contre-révolutionnaire, où a été porté à son paroxysme son principe fondamental: le terrorisme disciplinaire.

C'est par ce terrorisme, qui est le résultat empirique d'une longue expérience historique, que la bourgeoisie cherche à surmonter en sa faveur la contradiction d'une armée d'exploités destinée à maintenir l'exploitation. Et on ne peut sérieusement envisager d'autre méthode pour faire marcher dans le même sens et quand il le faut des éléments sociaux disparates, contradictoires et même ennemis qui constituent l'armée bourgeoise. A ce sujet, Trotsky écrivait:

"Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles (à la différence des ouvriers dans une lutte où s'opère la sélection révolutionnaire) restent liés par une discipline rigide dont les commandes se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans

le poing de l'officier" ("Histoire de la révolution russe", t.1, p. 163).

Est-ce à dire que la bourgeoisie garde toujours le contrôle de son armée? Pas du tout, car aucune "crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée; en sorte que, dans les conditions d'une révolution vraiment populaire, la possibilité s'ouvre - bien entendu sans garantie - d'une victoire du mouvement". Mais le "principe de l'obéissance" est tel que "le passage de l'armée du côté des insurgés ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation" (op. cit., p. 163). En effet, il faut surtout que le prolétariat en lutte fasse preuve d'une force supérieure, dans le choc avec l'armée, à celle qu'assure la terreur disciplinaire:

"Les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le troupier devra rentrer encore une fois et rendre des comptes; qu'il y a lutte à mort; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi l'on peut non seulement s'assurer l'impunité, mais des allègements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à la condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes." (op. cit., p.164).

Ce "revirement" est un problème pratique crucial pour la révolution, et seul un parti trempé par l'expérience révolutionnaire et qui a appris "l'art de l'insurrection" peut l'affronter avec des chances de succès.

Pour les couches sociales dont l'opportunisme est l'expression politique - l'aristocratie ouvrière et les couches intermédiaires - la discipline rigide avec ses inévitables côtés caporalessques et son despotisme stupide, le terrorisme militaire, sont de véritables sujets d'effroi. Elles sont bien disposées à réfréner leur individualisme foncier et à accepter une discipline (défense nationale oblige!), mais elles rêvent d'une discipline qui ne repose pas sur l'arbitraire, d'une discipline "acceptée par tous", c'est-à-dire en réalité acceptable par elles, qui s'imaginent avoir des intérêts correspondant au commun dénominateur de ceux de toutes les classes.

C'est la formulation politique de ce rêve que donne l'opportunisme avec son projet de réforme démocratique de l'armée. Un des piliers de cette réforme est pour le P.C.F. dans l'obtention de deux statuts pour les "personnels" de l'armée: le "statut démocratique du soldat" et le "statut des cadres".

Si l'on considère le "statut du soldat", il y a deux sortes de revendications: les unes concernent les "droits politiques élémentaires" (lecture, association...), les autres, des revendications économiques et la réduction du service militaire. Les communistes révolutionnaires sont bien les derniers à mépriser le sort des prolétaires appelés sous les drapeaux. Bien au contraire, ils considèrent que leur lutte de résistance est absolument indispensable. Mais ils ne s'imaginent pas, par exemple, que l'obtention d'un droit quelconque, aussi "démocratique" fut-il, pourrait battre en brèche le despotisme de la hiérarchie militaire. Ils ne font pas non plus des objectifs qu'ils proposent un but en soi, mais des moyens de souder les rangs des prolétaires civils ou soldats qui ne pourraient s'émanciper, abattre le capital, sans dès aujourd'hui se défendre et apprendre la solidarité contre lui.

L'opportunisme, lui, avance des revendications propres à

réaliser, dans son esprit, "l'unité des personnels militaires", c'est-à-dire des objectifs propres à renforcer l'instrument de force de l'Etat. C'est ainsi qu'il demande la revalorisation des traitements et des soldes, mais pour tous: du soldat au général. Que dans les faits le P.C.F. trouve un intérêt plus grand à "revaloriser" les traitements des officiers et des sous-officiers ressort à l'évidence du fait que, s'il demande le transport gratuit pour les militaires ou la réduction progressive du service à six mois (du moment que ce n'est pas préjudiciable à la "défense" bien entendu), il refuse comme démagogique la revendication de la solde égale au Smic, pour avancer celle, insignifiante, de la solde égale à 20% du Smic (notons qu'il y a cinq mois et demi il réclamait 15% et il y a huit mois 150 F, soit autour de 10%!). Et il faudrait que le contingent, en luttant, n'oublie pas les revendications de l'encadrement, ne "s'isole" pas...!

Quant aux revendications contenues dans le statut des cadres (qui ne fait aucune distinction entre officiers et sous-officiers, éléments prolétariens ou mercenaires), il s'agit par exemple de la participation aux instances militaires telles que le Conseil Supérieur de la Fonction Militaire, qui s'occupe de l'avancement, des carrières des militaires (il faut que le sous-officier puisse devenir général, que diable!) mais aussi de l'amélioration de la carrière des soldats pour assurer aux cadres la "dignité sur les plans matériel et moral"!

Que devient donc le "consensus démocratique" opposé à "l'arbitraire disciplinaire"? Eh bien, dans la mesure où les rapports entre les classes le permettent, et où l'opportunisme parvient à jouer efficacement son rôle qui consiste à éteindre la réaction des prolétaires par l'obtention de quelques miettes (comme celles qu'on demande pour calmer un peu le contingent) en la privant de toute force, la discipline militaire peut bien se parer des fleurs de la rhétorique démocrato-participationniste et des habits du libéralisme dans la vie quotidienne de la caserne. Mais au moment de l'intervention militaire, surtout si les antagonismes de classe se dessinent, et si l'influence de l'opportunisme décline, ces parures devenues inutiles seront jetées, et devra apparaître de nouveau dans toute sa raideur hiérarchique le terrorisme disciplinaire sans phrases. Les larbins s'agenouilleront alors au nom de "l'unité de l'armée", ou de la "nécessité de la défense", et ravalent leurs prétentions démocratiques qui se révéleront pour ce qu'elles sont: des simagrées. Une chose cependant serait acquise, si on écoutait l'opportunisme (mais pour mener cette politique, la bourgeoisie n'a pas besoin de lui): c'est que les améliorations de la solde n'auraient pas seulement remonté la carrière des cadres, mais aussi le moral des mercenaires contre-révolutionnaires.

Mais pour réaliser l'utopie réactionnaire et contre-révolutionnaire de "l'union réelle de la nation et de l'armée, pour l'inséparable défense de la France et de la paix", le P.C.F. ne propose pas seulement de remonter le moral des cadres militaires et de donner quelques miettes aux soldats. Il ne se contente pas d'agir pour tenter de lubrifier les mécanismes de la machine militaire bourgeoise. Il a une proposition d'une autre importance: selon lui, "l'armée sera exempte des missions de maintien de l'ordre public, objet propre des forces de police complètement séparées de l'armée... elle aura pour seule mission (la rengaine recommence!) d'assurer, en liaison avec la population, la défense du territoire national" (Changer de cap, p. 234).

En dépit de ses protestations aussi véhémentes qu'hypocrites lorsque la bourgeoisie parle ouvertement d' "ennemi intérieur", le P.C.F. sait bien que, selon le mot de Galley, "l'armée est le dernier rempart de la société libérale", mais qu'en même

temps, elle est condamnée à enrôler des masses de prolétaires. Il sait qu'existe objectivement et historiquement un risque - que les communistes révolutionnaires ont la volonté militante de transformer en une réalité - que les soldats et les ouvriers fraternisent, non seulement dans les grèves et les manifestations pacifiques, mais surtout dans l'insurrection et la guerre civile. C'est donc le rêve de tous les bourgeois, on l'a vu, de passer de l'armée de conscription à l'armée de métier, à l'armée de mercenaires, de "contre-révolutionnaires professionnels". Sans doute est-ce une tendance normale que la bourgeoisie tente de réaliser en multipliant les corps spéciaux, en constituant dans les périodes socialement troublées des corps de mercenaires légaux (corps de sous-officiers ou d'officiers), ou illégaux (milices privées, escadrons fascistes, sections d'assaut...); et dans les périodes de guerre civile, surtout après une guerre, les cadres démobilisés ou ceux qui restent des régiments minés par l'action révolutionnaire ou passés à la révolution, sont un milieu propice à de telles formations. Mais le problème pour la bourgeoisie, c'est que malgré tout, elle ne peut pas se passer en général de la troupe, du contingent, des éléments non-professionnels, ni dans la guerre contre les peuples coloniaux (et à plus forte raison contre d'autres impérialistes, comme nous l'avons vu), ni dans la guerre entre les classes. Citons à ce propos le général d'armée Beauvallet qui rappelle les tâches de l'armée autres que celles de la "défense":

" Il y a d'abord les désordres internes. Certes il existe des formations spécialisées dans le maintien de l'ordre, mais celles-ci sont insuffisamment nombreuses, il faut bien envisager la participation des Forces Armées autres que la Gendarmerie (Les CRS ne font pas partie de l'armée mais de la police) à cette mission. Notons que cela se fait dans tous les pays du monde et que les reproches que certains font à notre Armée d'être une "force de répression" ne sont pas sérieux" (Forces Armées Françaises, janvier-février 1974).

L'idée que l'armée pourrait être exempte des tâches de répression, n'est pas seulement une phrase douceuse à l'adresse des prolétaires. Elle est un songe creux, une véritable utopie, si elle est considérée en général. Et pourtant, dans l'utopie du P.C.F., il y a une part de vérité. En effet, tant que les mensonges opportunistes endorment les masses ouvrières, l'armée peut bien rester dans les casernes. Ce n'est pas son utilisation qui fait courber la tête aux opprimés. C'est le simple fait de son existence, et donc la possibilité de son utilisation. Il en est ainsi dans les situations de paix sociale où la force de la bourgeoisie reste force potentielle. Mais cette force n'en est pas moins à l'affût, prête à se déchaîner sur sa proie, à devenir force cynétique, violence ouverte. Là encore, tant que les grandes masses exploitées sont sous l'influence des chefs opportunistes, les forces spéciales de répression, les "forces de police complètement séparées de l'armée" suffisent bien à affronter les tâches de "maintien de l'ordre public". Le danger grave pour la conservation bourgeoise existe quand l'opportunisme perd de l'influence sur la classe ouvrière et quand l'expérience politique pousse cette dernière sous le drapeau du communisme révolutionnaire, et on n'a jamais vu dans ces conditions la bourgeoisie renoncer à utiliser sa force décisive, l'armée.

Ainsi apparaît avec netteté le fait que l'opportunisme se fait le défenseur du militarisme et de l'Etat bourgeois.

Sur le drapeau de la révolution, les communistes ont écrit:

A BAS L'ETAT CAPITALISTE, A BAS LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES LAR-
BINS! VIVE LA FUTURE ARMÉE ROUGE DE LA DICTATURE PROLETARIENNE!

--- --

...30. Pour la propagande dans l'armée et dans la flotte de l'Etat capitaliste, il faudra rechercher dans chaque pays les méthodes les mieux appropriées. L'agitation antimilitariste dans le sens pacifiste est tout à fait mauvaise, car elle ne peut qu'encourager la bourgeoisie dans son désir de désarmer le prolétariat. Le prolétariat repousse en principe et combat de la manière la plus énergique toutes les institutions militaristes de l'Etat bourgeois et de la classe bourgeoise en général. D'autre part le prolétariat profite de ces institutions (armée, sociétés de préparation militaire, milice pour la défense des habitants, etc..) pour exercer militairement les ouvriers en vue des luttes révolutionnaires. L'agitation intensive ne doit donc pas être dirigée contre la formation militaire de la jeunesse et des ouvriers, mais contre l'ordre militariste et contre l'arbitraire des officiers. (souligné par nous). Le prolétariat doit utiliser de la façon la plus énergique toute possibilité de se procurer des armes.

L'antithèse de classe qui se manifeste dans les privilèges matériels des officiers et dans les mauvais traitements infligés aux soldats doit être rendue consciente pour ces derniers. En outre, dans l'agitation parmi les soldats, il faut nettement faire ressortir comment tout leur avenir est étroitement lié au sort de la classe exploitée...

Le maximum d'attention et d'énergie est constamment nécessaire dans l'agitation contre les troupes spéciales que la bourgeoisie arme pour la guerre de classe, et en particulier contre ses bandes de volontaires armés. La décomposition sociale doit être portée systématiquement et en temps voulu dans leurs rangs là où la composition sociale et son milieu corrompu le permettent. Quand ces bandes où ses troupes portent un caractère de classe uniformément bourgeois, comme par exemple dans les troupes composées exclusivement d'officiers, il faut les démasquer devant l'ensemble de la population, les rendre méprisables et odieuses de façon à provoquer leur dissolution intérieure par suite de l'isolement qui en découlera.

(Thèses sur la structure, les méthodes
et l'action des partis communistes).

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N° 1 à 34 épuisés
 - N° 35 à 39, 45 à 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N° doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 7,00 F
 - N° 58 (192 pages) 10,00 F
 - N° 59, 60, 62, 63 5,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - (les numéros 1 à 30 sont épuisés).
 - Volume I : du n° 31 ou n° 71 (décembre 1969) 30,00 F
 - Volume II : du n° 72 au n° 117 (années 1970-71) 30,00 F
 - Volume III : du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) 30,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 60 pages en réimpression
 - 3. Le principe démocratique, 24 pages en réimpression
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 5,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages en réimpression
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 8,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class en préparation

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2262-22 Marseille (F. Gambini).

For all orders, please add 10 % for postage, and pay with an international money order or cheque to F. Gambini, or by payment to account n° 4321-14 - M. Gambini - Banque Nationale de Paris, 20, boulevard de Vauglrand, Paris-15^e. For all correspondence and orders, write to : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris (France).

programme communiste/communist program

revue internationale trimestrielle

Le numéro: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 5 FS - 50 Esc.

Price per copy: 80 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel: 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS - 120 Esc.

le prolétaire

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

il programma comunista

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro: 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel: 6 F - 60 FB - 1.200 Lires - 6 FS